

---

## L'histoire de l'immigration française au Canada au début du XX<sup>e</sup> siècle : bilan et perspectives

*French immigration to Canada at the turn of the 20<sup>th</sup> Century: recent  
historiographical perspectives*

**Paul-André Linteau, Yves Frenette et Françoise Le Jeune**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/1625>

DOI : 10.4000/eccs.1625

ISSN : 2429-4667

### Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

### Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2019

Pagination : 11-37

ISSN : 0153-1700

### Référence électronique

Paul-André Linteau, Yves Frenette et Françoise Le Jeune, « L'histoire de l'immigration française au Canada au début du XX<sup>e</sup> siècle : bilan et perspectives », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-1 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 18 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/1625> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.1625>

---

## **L’histoire de l’immigration française au Canada au début du XX<sup>e</sup> siècle : bilan et perspectives**

**Paul-André LINTEAU (UQAM)  
Yves FRENETTE (Université de Saint-Boniface)  
Françoise LE JEUNE (Université de Nantes)**

Depuis plusieurs années, des recherches originales, menées par plusieurs spécialistes, ont permis de faire progresser de façon significative les connaissances à propos des vagues d’immigration française au Canada pendant la période de 1870 à 1914. L’ouvrage *Transposer la France* intègre les résultats de ces recherches récentes dans une nouvelle synthèse. Sa parution fournit l’occasion de mettre en lumière les apports historiographiques de tels efforts collectifs. Ceux-ci présentent de nettes spécificités territoriales, à la fois en France et surtout au Canada, où des mouvements migratoires distincts ont touché chacune des régions du pays. Les auteurs en font un bilan ici.

For many years, numerous authors have been researching aspects of a largely unknown phenomenon: French immigration to Canada during the Great Transatlantic Migration which saw waves of European immigrants settle in North America between 1870 and 1914. The results of their efforts have been integrated, along with new original research, in *Transposer la France*, a book published in 2017. In this article, the three authors offer an assessment of the historiographical impact of these undertakings upon the interpretation of French immigration to Canada at the turn of the 20<sup>th</sup> century. They also underline the distinct regional migration patterns which have been observed in Canada.

Depuis plus de quatre siècles, un flux migratoire, temporaire ou permanent, relie la France et le Canada. Cyclique, il connaît des périodes plus intenses, suivies de ralentissements (LINTEAU 2008; FRENETTE 2008, 2012). La première est celle de la Nouvelle-France qui amène l’implantation européenne au Canada et donne naissance aux peuples acadien et québécois. Elle a abondamment été étudiée par des historiens, des démographes et des généalogistes.

La deuxième vague correspond à la Grande Migration transatlantique (1870-1914) et s’intensifie au début du XX<sup>e</sup> siècle (RAMIREZ 2012). Ses contours avaient été identifiés par Bernard Pénisson (1985, 1986), mais n’avaient pas fait l’objet de recherches approfondies. Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, commencent à paraître des monographies sur des aspects particuliers. D’une part, il y a la colossale recherche de Guy Laperrière (1996-2005) sur la migration des congrégations religieuses françaises au Québec. D’autre part, il existe des enquêtes sur les agriculteurs et les autres colons français arrivés, souvent sous l’égide de missionnaires, dans l’un ou l’autre des établissements de l’Ouest canadien (LE BIHAN 1998 ; PYÉE 2005).

Une nouvelle phase s’amorce en 2009, quand les auteurs de cet article, ainsi que Didier Poton annoncent le lancement d’un programme de recherche

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

international sur *Les immigrants français au Canada à l'époque de la Grande Migration transatlantique (1870-1914)*. L'objectif est de dresser un état des connaissances et de faire progresser la recherche. Un colloque organisé à Nantes, en mars 2011, réunit une vingtaine de chercheurs des deux côtés de l'Atlantique. Il permet d'examiner divers aspects de l'apport des immigrants français au Québec, notamment à Montréal, dans les domaines de l'éducation, de la culture et des affaires. Quelques interventions sont consacrées à l'important mouvement migratoire français vers l'Ouest canadien au tournant du XX<sup>e</sup> siècle et aux échanges épistolaires qu'il a créés. La présence française en Ontario et en Acadie est également abordée, et un texte s'attarde à un épisode migratoire France-Canada-États-Unis-Brésil. L'ensemble apporte un nouvel éclairage sur un phénomène migratoire encore mal connu. Les actes du colloque sont publiés en 2012 dans la revue électronique *e-crini* et y sont accessibles pendant quelques années; en 2020, ils migreront vers un nouveau site d'hébergement, celui de la revue *Études Canadiennes/Canadian Studies*<sup>1</sup>.

Le colloque de 2011 met cependant en lumière le caractère fragmentaire et disparate des connaissances relatives à l'immigration française de la période. En outre, elles laissent dans l'ombre de vastes pans du territoire canadien. Un constat se dégage : il faut combler de nombreux vides et tenter d'en arriver à une compréhension d'ensemble du phénomène, tout en étant sensible aux nombreuses spécificités régionales. C'est ce que nous avons tenté de faire dans l'ouvrage *Transposer la France. L'immigration française au Canada (1870-1914)* (2017).

Il nous paraît important de dresser un bilan de ce vaste effort collectif auquel un grand nombre de chercheurs a participé. Nous visons ici à identifier les principaux apports historiographiques qui en résultent<sup>2</sup>. Comme l'immigration française au Canada présente de nettes distinctions régionales, l'analyse est organisée sur une base territoriale.

### **Le contexte de l'émigration française vers le Canada**

Jusqu'à tout récemment, la question de l'émigration des Français au Canada avait été fort peu étudiée par les historiens français, en raison sans doute de son petit flux. Ceux-ci avaient surtout porté leur regard sur l'émigration française vers les États-Unis (LANDRY & al. 1985 ; FOHLEN 1990 ; WEIL 2000; WEIL & GREEN 2016; FOUCRIER 2012, RAMIREZ 2012), vers l'Amérique du Sud (PASTOR 2003) ou vers les Amériques (POTON & al. 2012).

---

<sup>1</sup> <https://journals.openedition.org/eccs/>

<sup>2</sup> Une première version de ce texte a été présentée lors d'une table ronde au congrès de l'Association française d'études canadiennes à Avignon, le 14 juin 2018.

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

Néanmoins, dès les années 1980, l'historien Bernard Pénisson est l'auteur d'un travail pionnier (1985, 1986). À partir d'une analyse du contexte français, il y observe le mouvement migratoire vers le Canada.

Pénisson est le seul à entamer une démarche de recherche sur les conditions du recrutement et de départ des émigrants vers le Canada, en cherchant à évaluer les flux migratoires par période. Il repère également des freins à l'émigration française, particulièrement au niveau de l'État français qui développe, au début du XX<sup>e</sup> siècle, une politique anti-émigration, en surveillant les interventions des recruteurs canadiens en France. Il initie donc une analyse des flux, ainsi qu'une lecture de la correspondance diplomatique entre le ministère des Affaires étrangères et le consulat français au Québec. Ses travaux pionniers ont également inspiré des articles ou des thèses sur l'émigration française à partir des régions de France vers plusieurs provinces au Canada, notamment vers la Prairie (PÉNISSON 1990; LE BIHAN 1998; PYÉE 2005; COLLEU 2012).

En réalité, pendant longtemps, les historiens français qui s'intéressent au Canada et leurs collègues canadiens se penchent beaucoup plus sur les relations politiques et culturelles entre les deux pays que sur les mouvements migratoires. Sur ce plan, une percée historiographique importante survient avec les travaux d'Armand Yon (1975) et surtout de Sylvain Simard (1987). Ceux-ci mettent en lumière une intense activité d'échanges épistolaires, de voyages et de publications des deux côtés de l'Atlantique. Relevant de la société civile ou des cercles religieux, le phénomène s'accroît au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Jamais on n'a tant parlé du Canada en France.

Sur le plan politique, ce mouvement d'échanges ne reçoit guère d'appui de la France officielle, comme Pierre Savard le démontre dans *Le Consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914* (1970). Il y analyse l'implantation du premier service diplomatique français au Canada, en dépouillant les archives du Quai d'Orsay. Il met ainsi en lumière les politiques françaises à l'égard du Dominion, et leur prudence dans les rapports avec les Canadiens français. À la recherche de débouchés pour la production économique française, celles-ci mettent l'accent sur les rapports économiques, plutôt que sur les échanges culturels. Sans analyser dans le détail le discours anti-émigration des consuls, que nous avons mis au jour dans nos travaux, Savard montre que l'émigration de la France vers le Québec stagne. Son travail pionnier sur les relations entre la France et le Canada français révèle un réseau de Canadiens et de Français qui cherchent à revitaliser les échanges entre Paris et la province « française » du Canada.

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

Par contre, l'attitude est tout autre du côté de la représentation politique du Québec et du Canada en France qui veut ouvertement faire sentir sa présence. Pénisson (1980) a produit une première analyse historique du Commissariat canadien à Paris, à l'époque d'Hector Fabre, dont il étudie le rôle dans la valorisation de l'image du Canada en France. De même l'ouvrage de Sylvain Simard (1987) consacré à l'image du Canada en France après 1850, et à la manière dont la littérature au sens large (presse, articles, romans, récits...) a contribué à faire connaître le Canada en France auprès des lecteurs, identifie plusieurs intellectuels francophones, au sein de cercles littéraires, échangeant de part et d'autre de l'Atlantique pour créer un premier réseau dit d' « amis du Canada ». Puis Philippe Garneau (2008) produit une étude de la revue *Paris-Canada*, publiée à Paris, par le Commissariat canadien, à partir de 1884. L'auteur observe, entre autres sujets, l'engagement d'Hector Fabre dans cette publication, notamment à travers le discours qu'il diffuse en France sur le Canada et sur l'attractivité de ce pays pour des émigrants.

Ces premières pistes historiographiques mettent au jour des réseaux d'échanges entre Canadiens français et Français intéressés par le Canada, et engagés dans la valorisation du Canada en France. Dans *Transposer la France* (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017) nous avons poussé plus loin en cherchant à comprendre comment et pourquoi ces réseaux pouvaient servir à inciter, voire à organiser, l'émigration française vers le Canada.

### **Une France courtisée**

Notre première percée historiographique se situe donc au niveau de la réévaluation des travaux rédigés dans les années 1980, et portant sur le contexte français de l'émigration, entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la Première Guerre. Ce contexte est plus complexe qu'il n'y paraît puisque la France est courtisée par le Canada, afin d'attirer des émigrants sur la Prairie, mais que l'État français entrave ces démarches de recrutement. Nous avons percé à jour les raisons de cette surveillance accrue. En étudiant les archives diplomatiques françaises émanant du consulat général de France à Montréal<sup>3</sup>, nous avons pu mesurer les connaissances sur le Canada et sur les réseaux d'émigration canadiens et français que partagent les consuls et les ministres. Nous avons ainsi mieux compris les freins à l'émigration, repérés par Pénisson (1985, 1986), freins qui se placent d'abord au niveau institutionnel à l'époque (MARNOT 2012). Il en ressort qu'aux yeux du gouvernement français, l'émigration vers le Canada est suspecte, car associée trop

---

<sup>3</sup> Consulat général de France à Montréal, 1888-1942, 445PO/1, Centre des Archives diplomatiques de Nantes et Ministère des Affaires étrangères, Nouvelle série Canada, vol. XX, P/7606, Archives de la Courneuve.

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

largement à des réseaux catholiques, particulièrement à partir de 1905, lorsque la mise en place des lois Combes incite les hommes politiques à une plus grande fermeté pour instaurer une entière séparation de l'Église et de l'État (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 68-77).

En effet, il est clair que le recrutement vers le Canada est fait activement par plusieurs hommes d'église qui sont surtout appuyés, protégés, et relayés par un réseau français. Celui-ci mêle à la fois les agents recruteurs français de l'agence d'immigration du Canada à Paris, et des membres de sociétés savantes ou d'associations qui militent en faveur de l'émigration catholique surtout vers l'Ouest du Canada. Ce militantisme se concentre surtout sur la période 1902-1911, c'est à dire au plus fort de la politique résolument laïque du gouvernement français, qui correspond également au pic d'émigration de Français au Canada (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 105-110, 130-139). La lecture des sources ministérielles françaises nous a amenés à constater que de tous les mouvements migratoires vers les Amériques, ce sont les réseaux liés au Canada qui sont particulièrement surveillés par les autorités en raison de leur propagande fortement empreinte d'un discours catholique. La circulaire Clémenceau du 25 juin 1909 par exemple impose une surveillance accrue des relais canadiens de recrutement, et demande aux préfets de placer toute activité de recrutement ou de valorisation du Canada, en province, sous surveillance, notamment les réunions ou conférences organisées par des prêtres (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017 75-77).

Nous avons également cherché à mesurer les facteurs déclencheurs de l'émigration sur toute la période, malgré la surveillance politique. Les facteurs structurels (lois de succession, lois militaires, industrialisation, migration interne...) avaient été relativement bien étudiés par les historiens français travaillant sur les mouvements migratoires (POUSSOU, 1985 ; WEIL 2006). Mais le facteur déclencheur de l'émigration, à savoir le recrutement direct par un agent, n'avait pas été observé dans le détail jusqu'alors. Notre apport à la recherche se situe donc d'abord dans la compréhension des mécanismes de recrutement en France. Nous avons suivi les démarches des agents recruteurs dans les provinces françaises, surtout les agents français (Pierre Foursin, Paul de Cazes, Auguste Bodard), moins suspects que des recruteurs étrangers. Ces Français travaillent pour le gouvernement canadien, via le Commissariat, puis pour l'agence canadienne d'immigration fondée à Paris en 1902 (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 78-92). Nous avons consulté les écrits personnels de ces agents, ainsi que les bilans des activités d'émigration en France rédigés par le responsable de l'agence d'émigration Paul Wiillard ou par Olivar Asselin, l'envoyé du gouvernement canadien à Paris en 1912. Nous avons constaté que les

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

contacts étaient établis directement dans les provinces françaises, choisies par les recruteurs pour leur densité humaine.

Par ailleurs, le lien entre les recruteurs français et les « Amis du Canada » n'avait pas été analysé. Ces derniers semblent pourtant servir de relais « français » du Canada auprès de la société civile, dans les provinces et à Paris. Ce cercle, composé d'ultramontains et de conservateurs, mais également de géographes, de voyageurs, de membres du « parti colonial » ou d'hommes d'affaires, valorise une émigration vers le Canada français catholique au début du XX<sup>e</sup> siècle. Certains « amis » considèrent le Canada comme une ex-colonie où le fait français et la race française doivent essaimer pour « sauver la France » (LINTEAU FRENETTE LE JEUNE 2017, 102-110).

Nous avons été les premiers à faire le dépouillement du bulletin *La Canadienne*, de la société du même nom, publié entre 1902 et 1914, et consacré selon son éditeur au « développement des relations » entre la France et le Canada. Cela nous a révélé qu'un lobby catholique participait activement à la promotion de l'émigration vers l'Ouest du Canada. Le leitmotiv de l'association était « La Canadienne est une œuvre d'expansion française au Canada. » Cette association est en contact étroit avec certains agents recruteurs français de l'agence d'immigration, mais surtout avec les prêtres recruteurs. Dans les pages de *La Canadienne*, le Canada, et particulièrement la Prairie, devient la dernière terre d'accueil possible pour de nombreuses congrégations religieuses, pour ces curés (et sœurs) « sac au dos », mais également pour des familles de colons catholiques d'origine paysanne, qui pourraient peupler le Canada et sauver les valeurs traditionnelles de la France chrétienne, durant ces années noires de la III<sup>ème</sup> république.

Nous avons également démontré qu'il existe une fréquentation régulière entre ces amis du Canada et missionnaires-recruteurs qui se présentent à l'association La Canadienne à chacun de leur passage en France. Ils font savoir plusieurs mois à l'avance les lieux où ils donneront des conférences sur le Manitoba ou sur les nouvelles communautés françaises de l'Ouest, révélant ainsi un lien très fort entre les membres de la Canadienne et les réseaux catholiques français. Selon ses membres, la France est en cours de « déchristianisation », d'où l'idée d'extraire de cette terre laïque certains villageois pratiquants pour qu'ils émigrent au Canada sous la direction d'un curé, à destination d'une communauté française et catholique dans la Prairie. Les colons français deviennent à leurs yeux, le « rameau de la race française » au Canada qui fera renaître dans la mère-patrie l'élan chrétien qu'elle aura oubliée (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 110-116).

## L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

Dans notre bilan de recherche, cette propagande ultramontaine apparaît donc comme centrale dans le processus de recrutement en appui des prêtres et congrégations qui partent vers le Canada et qui cherchent à attirer auprès d'eux des colons catholiques issus de leur village ou proches de la congrégation envoyée en exil. À cet effet, nous nous sommes appuyés sur une série de travaux sur les réseaux d'émigration régionaux analysés par Audrey Pyée pour le Jura, Jacqueline Colleu en Vendée, ou Jean Le Bihan en Bretagne (LE BIHAN, 1998; PYÉE, 2005; COLLEU, 2012). Ces derniers ont mis en évidence l'importance des émigrations en chaîne dont le point de départ est l'exil d'une congrégation vers une implantation au Canada, à la suite des lois Combes, ou bien le recrutement direct par un prêtre missionnaire de la région, en charge d'une colonie dans la Prairie. Nos recherches dans la presse régionale et les bulletins diocésains ou paroissiaux, complètent et confirment les conclusions établies à l'échelle régionale par ces chercheurs (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 130-137).

### **Les effectifs français au Canada**

Un mot d'abord sur le Canada dans son ensemble. Quand nous avons lancé notre programme de recherche, en 2009, nous pouvions compter sur le travail pionnier de Bernard Péniisson (1985, 1986) qui avait mesuré l'ampleur et les rythmes de la migration française. Nous avons cependant repris le dossier statistique pour le XIX<sup>e</sup> siècle, où les données étaient moins fiables. Nous avons été amenés à réviser à la hausse les calculs de notre prédécesseur. Pour toute la période 1870-1914, nous estimons que 50 000 immigrants français se sont dirigés vers le Canada et qu'il en reste environ 26 000 à la veille de la Grande Guerre (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 25-35). C'est à peine un pour cent des nouveaux venus que le pays a accueillis, mais leur poids relatif est plus élevé dans certaines localités. Les immigrants français de cette époque se sont dirigés principalement vers la Prairie de l'Ouest et vers le Québec, mais notre bilan tient également compte des autres régions du pays.

### **Le parcours des Français au Québec**

Plusieurs avancées historiographiques doivent être signalées à propos de l'immigration française au Québec pendant cette période. En 1871, après un siècle de disette relative (FOURNIER 1995), le Québec ne compte qu'un peu plus de 700 personnes nées en France. En 1911, il y en a 6000, et probablement 2000 ou 3000 de plus en 1914. Cela ne représente qu'une infime proportion de la population, même si elle est plus forte qu'ailleurs au Canada. La part des Français dans le mouvement migratoire n'est cependant pas négligeable. À Montréal, en



PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

1911, ils représentent 10 % des immigrants en provenance de l'Europe continentale, ce qui les place au 3<sup>e</sup> rang, loin derrière les Juifs ashkénases et les Italiens. Ces deux derniers groupes ont attiré l'attention de nombreux chercheurs, mais ce n'était pas le cas pour les Français. En intégrant les recherches que Paul-André Linteau et ses étudiants ont menées avec les apports sectoriels de Guy Laperrière et d'autres auteurs, nous avons été en mesure de tracer, pour la première fois, un portrait d'ensemble de ce mouvement migratoire vers le Québec, de son ampleur, de ses rythmes et de sa répartition (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 141-229).

Nous devons à Guy Laperrière (1982, 1996, 1999, 2005, 2012, 2013) une percée historiographique importante. Il a mis en lumière, dans ses ouvrages, tout le contexte dans lequel se déroule la migration d'environ 2500 religieux et religieuses entre 1880 et 1914. Il a décortiqué, à un niveau inconnu jusque-là, les tenants et les aboutissants de ce vaste phénomène et de ses contours politico-religieux. Nos recherches dans les cahiers du recensement de 1911 nous ont permis d'observer que, dans plusieurs localités du Québec, les congréganistes forment le plus important contingent parmi les immigrants français. Laperrière a surtout abordé son sujet sous un angle d'histoire religieuse, mais Simon Balloud (2019) a étudié dans sa thèse ces religieux en tant qu'immigrants. Il a fait ressortir la signification du phénomène pour les congrégations en cause et il a cherché à éclairer l'expérience migratoire individuelle, souvent vécue comme un exil.

Du côté des laïcs, les recherches menées à partir des manuscrits des recensements (FILOT 1995, KITTEL 2009, HELOU 2010, LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017) ont permis de montrer que la majorité de ces immigrants français appartiennent à des milieux relativement modestes. Dans les campagnes, on trouve surtout des cultivateurs et des ouvriers agricoles. À Montréal, les ouvriers d'usine et les manœuvres forment la composante principale de cette population. Dans cette grande ville, l'éventail professionnel est tout de même varié et on relève des domestiques, des employés de bureau et de magasin, quelques enseignants laïcs. On trouve aussi des comédiens et des restaurateurs et une poignée d'hommes d'affaires. Ces derniers lancent des entreprises nouvelles, industrielles ou commerciales, dont certaines auront une longue durée (LINTEAU 2012).

Sur le plan de la répartition spatiale, la recherche a fait ressortir, d'une part, la forte concentration à Montréal, où se trouve entre la moitié et les deux tiers des effectifs et, d'autre part, l'extrême dispersion dans le reste du Québec. Toutes proportions gardées, l'agglomération de Québec attire assez peu les immigrants français qui se répartissent un peu partout, dans à peu près tous les districts de la province. Il y a bien quelques noyaux ici et là, comme au lac

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XX<sup>E</sup>  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

Mégantic (FOURNIER 2012a, 2012b) ou dans le comté de Labelle, mais leurs effectifs ne sont jamais considérables.

Dans le cas de Montréal, nous avons pu mettre au jour l'existence d'une véritable communauté française, forte de 4000 à 5000 personnes à la veille de la Grande Guerre. Elle est dotée d'institutions dynamiques, telles la Chambre de commerce française et l'Union nationale française (POTON 2012, PLEAU 1985). Elle organise chaque année de grandioses célébrations du 14 juillet qui, au début du XX<sup>e</sup> siècle, attirent des foules considérables. Elle est regroupée autour du consul de France que ses compatriotes placent systématiquement au cœur de leurs activités. Il en est de même des dirigeants canadiens-français qui, en invitant régulièrement le consul, expriment leur attachement à la relation avec la mère patrie. Animée par des élites issues notamment du monde des affaires, la communauté française de Montréal n'a pas de véritable équivalent ailleurs au Canada. Nous avons d'ailleurs découvert et été les premiers à exploiter une source très intéressante, le bulletin mensuel publié par la Chambre de commerce française entre 1893 et 1917, qui révèle de nombreuses informations sur les activités de la communauté.

Le dépouillement de ce bulletin, ainsi que des archives consulaires françaises, à Nantes et à La Courneuve, a permis de faire ressortir le rôle non seulement commercial, mais aussi politique, des consuls en poste à Montréal. Pierre Savard (1970) avait déjà abordé la question, mais les recherches récentes en ont précisé les contours (PORTES 2010, LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 48-50, 168-175). Comme l'a bien montré Brice Martinetti (2012), l'intervention des consuls est cruciale dans la campagne de dénigrement de l'immigration française au Canada, entreprise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et poursuivie au début du siècle suivant. Ce sujet est d'ailleurs fréquemment abordé dans leur correspondance avec les autorités françaises et il n'y a pas de doute que leurs interventions contribuent à façonner la politique que le gouvernement de la France adopte à l'égard de l'émigration.

Sur le plan démographique et matrimonial, deux temps forts distincts ressortent nettement des recherches récentes. Le premier, dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, est surtout caractérisé par la venue d'immigrants célibataires qui, en épousant des Canadiennes françaises, ont tendance à se fondre dans la masse. Pour le début du XX<sup>e</sup> siècle, il y en a encore, mais on relève beaucoup plus de couples français pour qui la migration vers le Québec s'inscrit manifestement dans une stratégie familiale. L'option de recommencement en Amérique est alors devenue beaucoup plus un choix de couple.

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

Ajoutons qu'il y a aussi une certaine accélération du mouvement, car le nombre d'immigrants français augmente de façon significative dans les années qui précèdent la Grande Guerre. Le déclenchement du conflit met fin à ce mouvement migratoire et entraîne, au Québec comme ailleurs au Canada, le retour en France de nombreux appelés (LE JEUNE 2016).

### **L'impact de la présence française au Québec**

La recherche récente a aussi permis d'évaluer le rôle des immigrants français en tant qu'agents de transferts culturels (LINTEAU 2013). À cette époque, les transferts se font à sens unique, de la France vers le Québec, et sont une manifestation de l'impérialisme français. Chaque immigrant est sans doute à sa manière un passeur culturel, mais collectivement, leur rôle paraît négligeable. Les échanges économiques (MARTINETTI 2013), scientifiques et culturels (YON 1975, SIMARD 1987) entre la France et le Canada, et singulièrement le Québec, s'intensifient entre 1870 et 1914. Les entreprises et les créateurs français n'ont pas besoin des émigrés pour se manifester de l'autre côté de l'Atlantique. Dans le commerce, les producteurs français de vins ou de nouveautés vendent eux-mêmes en gros aux distributeurs et aux détaillants canadiens. Les éditeurs français diffusent directement leurs ouvrages dans le réseau des librairies détenues par des Canadiens français. Les journaux du Québec copient sans vergogne les articles de leurs homologues de l'Hexagone. Les artistes, les médecins, les architectes québécois vont directement en France chercher une formation ou une spécialisation. Personne ou à peu près n'a besoin d'un intermédiaire établi sur place.

Il y a tout de même trois domaines où la présence des immigrants français a pu faire une différence.

Le plus important est celui de l'éducation où œuvre la majorité des religieux et religieuses français. Le mouvement migratoire amène l'implantation de plusieurs congrégations enseignantes qui arrivent avec leurs méthodes de travail, leurs stratégies éducatives, leurs manuels, etc. Leur venue coïncide avec une période où le système d'éducation se développe au Québec et où la population s'alphabétise rapidement. Elle coïncide aussi avec une période de redressement de la langue parlée et écrite par les francophones québécois. Il n'y a aucun doute que la présence de ces Français et Françaises constitue un apport significatif pour le Québec. Il se manifeste dans l'enseignement quotidien à des générations de jeunes enfants, dans la rédaction de manuels inspirés des modèles hexagonaux et encore plus dans le rôle pivot des Français dans la formation des recrues québécoises des congrégations, bientôt majoritaires dans la plupart des cas (VOISINE 1987, 1991 ; HELOU 2011, 2012 ; LINTEAU 2013).

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

La canadianisation des congrégations françaises ne se fait d'ailleurs pas sans heurts. Les Français ont tendance à conserver le plus longtemps possible les fonctions de direction, ce qui alimente les frustrations des membres québécois. Ce sujet est désormais bien documenté. À la veille de la Première Guerre, la question est à peu près réglée (VOISINE 1989, 1991 ; DESLANDRES et al. 2007).

Si les religieux et les religieuses ont une forte emprise dans le milieu scolaire, des enseignants laïques français font tout de même leur marque dans l'enseignement spécialisé — le génie, l'architecture, le commerce et les beaux-arts — qu'ils contribuent de façon importante à développer (GAGNON 2012, LACROIX 2012).

Un autre champ d'activités où les immigrants français font une différence, c'est au théâtre (OLSON 2012 ; LINTÉAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 164-166, 225-227). Le sujet est abordé dans de nombreuses études sur l'histoire du théâtre au Québec. Le faible nombre de comédiens québécois incite des promoteurs à embaucher des artistes français qui viennent avec leur répertoire et qui contribuent à ce qu'on appelle le premier âge d'or du théâtre à Montréal. La cohabitation n'est pas aisée, mais certains de ces comédiens restent au Québec et contribuent à y former la relève.

Des immigrants français font aussi leur marque dans la presse (ROY 2012), notamment dans la presse d'affaires qu'ils participent à faire naître. Quelques journalistes français sont à l'œuvre dans des quotidiens, mais de façon isolée et individuelle. Certains accèdent même à la direction éditoriale.

L'éducation, le théâtre et le journalisme sont trois secteurs liés à une exigence linguistique, un atout que les immigrants français peuvent exploiter.

Cette vision franco-québécoise ne doit pas faire oublier que nous avons affaire à des immigrants, pas très différents de ceux des autres nationalités qui arrivent au Québec pendant cette période de Grande Migration transatlantique. Ils viennent avec un projet migratoire plus ou moins bien défini. Comme souvent, les déceptions sont grandes et plusieurs, désillusionnés, s'en retournent sans le sou. D'autres poursuivent leur route vers une terre promise plus lointaine. Certains, réussissent leur rêve d'enrichissement, ce qui leur permet de rentrer au pays pour y finir leurs vieux jours. Un grand nombre de ces immigrants, toutefois, s'enracinent au Québec, parmi cette population dont ils partagent la langue et la foi. Parmi eux, certains voudraient maintenir l'existence d'une communauté

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

ethnique distincte, mais la plupart choisissent de se fondre dans la masse canadienne française.

### **Le désert ontarien**

Avant que nous lancions notre programme de recherche, on connaissait très mal les Français de l'Ontario. C'est en partie parce que les immigrants de l'Hexagone y furent très peu nombreux. À l'aube de la Grande Guerre, ils étaient à peine 2000. En outre, jusqu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, il s'agissait surtout de germanophones de l'Alsace, qui avaient suivi le flot des immigrants allemands dans le centre de la province entre 1820 et 1860, et qui se confondaient avec eux (LEIBBRANDT 1980, 27-28 ; LEE-WHITHING 1985, 17 ; LEHMAN 1986, 17-26).

Avant 1870, les seuls autres immigrants français avaient été des prêtres, notamment des missionnaires jésuites et des oblats de Marie-Immaculée. Ces derniers avaient établi leur quartier général à Ottawa, où ils avaient mis sur pied plusieurs institutions et d'où ils rayonnaient sur tout le territoire ontarien. Le père Gaston Carrière (1957a, 1957-1975) leur a consacré de nombreux travaux d'érudition. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, dans la même mouvance qui vit l'implantation de congrégations françaises au Québec, d'autres religieux et religieuses établirent leurs pénates dans la région de la capitale nationale (PLOURDE 1973-1975 ; COLLEU 2009).

À cette époque, les immigrants germanophones établis avant 1870 étaient en voie de disparition et étaient remplacés par des immigrants français de langue française qui s'installaient en Ontario en nombre croissant, quoique de façon beaucoup plus modeste qu'au Québec et que dans la Prairie. Considérée à juste titre par l'élite canadienne-française comme une terre surtout anglo-protestante, l'Ontario n'était pas dans la mire des recruteurs et des « amis du Canada ». En conséquence, peu d'immigrants potentiels firent le projet de s'y établir. Pour une partie de ceux qui poursuivirent plus à l'ouest, la province semblait plutôt jouer le rôle de lieu de passage. Bien sûr, les circonstances en amenèrent un certain nombre à demeurer en Ontario. À cet égard, l'existence préalable d'une population canadienne-française semble avoir constitué un modeste facteur d'attraction. Ainsi, à Sandwich dans le sud-ouest de la province, se transplanta dans les années 1870 une petite communauté de Franche-Comté, autour des familles Girardot et Robinet, communauté qui a été étudiée par Jack Cecillon (2012).

Dans ce contexte, notre tâche a consisté à reprendre l'article que Marie Le Bel (2012) a consacré à l'Ontario dans le cadre de notre programme de

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

recherche. À partir de coups de sonde dans les fiches manuscrites des recensements canadiens, l'historienne de l'Université de Hearst a esquissé des portraits locaux de la population française, tout en présentant des personnages qu'elle considère emblématiques. Pour notre part, nous avons élargi l'enquête à toute la province et avons rassemblé dans un tout cohérent des éléments d'information fort épars, en les organisant par zone d'établissement (Centre, Est, Sud-Ouest, Nord). Nous avons été ainsi à même d'établir des parallèles avec le peuplement canadien-français dans ces régions. Pour ce faire, nous avons effectué une étude quantitative systématique fondée sur les agrégés des recensements canadiens, tout en illustrant l'expérience des immigrants français par des études de cas (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 231-257).

### **La moisson de la Prairie**

Contrairement aux immigrants français de l'Ontario, ceux de la Prairie ont suscité l'intérêt des chercheurs, surtout en raison de leur nombre relativement élevé dans la région (8000 en 1911) et de leur statut de pionniers à plusieurs endroits. Ainsi imprimèrent-ils sur le paysage, les mentalités, la langue et les mémoires familiales une marque qui n'a pas son pareil ailleurs. En dépit d'importantes zones d'ombre, on les connaît donc relativement bien. Pour rédiger le chapitre 6 de *Transposer la France* (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 259-323), nous avons pu nous appuyer sur une quarantaine d'articles, de chapitres de livre et de sources imprimées (surtout des mémoires). Nous avons fait également bon usage des *Français dans l'Ouest canadien* du journaliste Donatien Frémont, d'abord paru en 1958-1959 sous forme de chroniques dans le journal *La Liberté et le Patriote*, puis en livre en 1959, et réédité à deux reprises. C'est un ouvrage rempli de faits, de souvenirs, de vignettes de personnages que Frémont, qui a lui-même immigré en Saskatchewan en 1904, a souvent connus personnellement. Le livre comporte des informations inédites, mais qui sont à l'occasion imprécises ou erronées, en raison de la mémoire parfois défaillante de l'auteur. En outre, sa démarche est empreinte de filiopietisme : les immigrants français n'ont pas de défaut, et Frémont justifie avec vigueur certains comportements linguistiques et certaines attitudes des Français envers les Canadiens français et les Métis.

Une génération plus tard, la recherche fait un bond avec la publication des thèses de doctorat de Bernard Pénisson (1986) et de Robert Painchaud (1987). Ce dernier étudie le discours et l'action de la hiérarchie épiscopale et de l'élite laïque de l'Ouest, avec la collaboration du gouvernement canadien, pour coloniser la région avec des franco-catholiques. À partir de la création de la province du Manitoba, les archevêques de Saint-Boniface et leurs suffragants mettent en place

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

des stratégies pour que les Canadiens français et les Métis continuent d'occuper et, si possible, de dominer démographiquement le territoire. Pour réaliser le projet, il faut d'abord faire en sorte que les Métis demeurent sur les terres qui leur reviennent de droit, puis attirer dans la Prairie des Canadiens français du Québec et des États-Unis. Se rendant compte rapidement que, dans la foulée du peuplement anglophone et allophone, beaucoup de Métis quittent la région et que les Canadiens français ne viennent pas en assez grand nombre, la hiérarchie épiscopale se tourne vers l'Europe francophone comme bassin de recrutement.

Pour sa part, Pénisson se penche sur le parcours d'Henri Lefebvre d'Hellencourt, champenois issu d'une vieille famille bourgeoise. Après une brève carrière militaire, d'Hellencourt immigre à Montréal en 1891 avec Louise-Eugénie, une jeune divorcée, qu'il épouse devant un pasteur protestant. Puis, le couple se dirige vers l'Ouest et s'établit à Sainte-Anne-des-Chênes, au Manitoba. Comme beaucoup d'autres Français, d'Hellencourt essaie de s'y transformer en bûcheron et en cultivateur, mais sans succès. En plus, dès leur arrivée, Louise et Henri suscitent la méfiance du curé qui finit par les ostraciser. Après cinq ans d'opprobre et de pauvreté, le couple part pour Winnipeg, espérant y trouver un milieu plus accueillant. Henri s'engage alors dans la vie politique et, en janvier 1898, il se voit confier la rédaction de *L'Écho du Manitoba*, organe libéral nouvellement fondé dont il deviendra propriétaire en 1901. Le bouillant journaliste consacre ses énergies à son rôle de publiciste libéral et il croise le fer constamment avec le *Manitoba*, journal conservateur proche de la hiérarchie catholique. Pour le clergé, d'Hellencourt est l'homme à abattre. En parallèle, ce dernier se fait le promoteur d'une association française, La Gauloise, qui voit le jour en 1899. À partir de 1902, il est également vice-consul de France à Winnipeg. Henri et Louise d'Hellencourt déménagent à Ottawa en 1905.

Outre son étude sur d'Hellencourt, Pénisson publie des articles sur la relation du journaliste français avec les Métis (1990, 5-20), sur le séjour d'un immigrant français en Alberta dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle (1991, 237-253) et sur l'expérience de deux immigrantes françaises au Manitoba (2000, 153-179).

Puis, il faut attendre en 2005 pour assister à une nouvelle percée dans l'historiographie de l'immigration française dans la Prairie. Cette année-là, Audrey Pyée soutient une thèse de doctorat sur les migrations françaises vers les localités de Notre-Dame-de-Lourdes et de Saint-Claude au Manitoba, entre 1890 et 1914. Bien au fait des travaux novateurs en histoire de l'immigration en Amérique du Nord et en Europe, elle analyse avec brio ce mouvement migratoire confiné dans le temps et dans l'espace, et elle en démonte les mécanismes. Insistant sur l'agencéité des migrants, elle montre comment ces derniers

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

inscrivent leurs stratégies de reproduction familiale et de mobilité sociale dans les réseaux de recrutement gouvernementaux et ecclésiastiques décrits ci-dessus. Nous lui devons beaucoup, quoique la région de la Montagne Pembina, où sont situées Notre-Dame-de-Lourdes et Saint-Claude, soit unique en raison du pourcentage élevé d'immigrants en provenance de l'Hexagone, ainsi que de la place centrale qu'y tiennent les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception et les chanoinesses régulières des Cinq-Plaies de Notre-Seigneur, autre congrégation française.

La thèse de Pyée et les rares articles (2006, 201-226 ; 2012, 159-165 ; 2019) qu'elle en a tirés constituent également une exception en ce qu'ils se veulent des contributions à l'étude des mouvements et processus migratoires. En effet, tout aussi intéressantes qu'elles soient, la majorité des recherches qui précèdent celles de Pyée n'ont pas été menées dans une perspective d'histoire de l'immigration. Elles concernent plutôt l'histoire politique, l'histoire des idéologies, l'histoire religieuse. Ou encore, comme le fait Frémont, les publications veulent mettre en exergue le rôle des Français dans le développement de l'Ouest. En miniature, c'est aussi le but des auteurs de monographies locales et d'albums paroissiaux ou familiaux.

Il y a cependant des exceptions notables. Ainsi, Juliette Champagne (2003) s'est plongée dans les archives familiales pour étudier la vie de son grand-père et sa grand-mère bretons immigrés dans l'est de l'Alberta avant la Première Guerre mondiale, tandis que Jean Le Bihan a fait une démarche semblable pour les membres de sa parenté établis à la même époque dans le centre de la Saskatchewan (1997, 73-101 ; 1998, 251-260). Quant à Leslie Choquette (2012) et à Colin Coates (2012), tous deux membres de notre groupe de recherche, ils se sont penchés respectivement sur la correspondance de Pierre Gilibert, un Dauphinois de passage en Alberta, et sur la brève histoire d'une colonie socialiste dans cette province. Pour sa part, Tangi Villerbu (2007, 7-34) a retracé avec finesse le parcours d'un oblat français, le père Julien Moulin. Par ailleurs, s'il y a une catégorie d'immigrants français qui a marqué l'imaginaire, ce sont bien les nobles, petits et grands, qui ont essayé, la plupart sans succès, de transplanter dans la Prairie un mode de vie de plus en plus désuet sous les gouvernements de la Troisième République (LÉONARD 1990, 107-131 ; MACKENZIE 2014). Enfin, il faut souligner les travaux sur les écrivains de l'Ouest, au premier chef Maurice Constantin-Weyer (FAUCHON et GABOURY-DIALLO 1989 ; FABRE 2011, 65-77) et Georges Bugnet (MORCOS et CADRIN 1999).

Dans *Transposer la France*, nous avons intégré les travaux de tous ces prédécesseurs et les avons réinterprétés, ainsi qu'une variété de sources primaires,



PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

en nous abreuvant aux concepts et aux perspectives de l'histoire de l'immigration, sans alourdir les notes de multiples références à d'autres groupes ethnoculturels. Pour la première fois, les Français de la Prairie, région de prédilection des immigrants en provenance de l'Hexagone dans les années précédant la Première Guerre mondiale, sont ainsi étudiés de façon globale.

Plus particulièrement, nous avons évalué l'apport démographique des immigrants français à diverses échelles spatiales, tout en faisant ressortir leur caractère minoritaire, tant au sein de la population totale de la Prairie que de la population francophone (plus ou moins 10 % selon la province) (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 264-270). Nous avons aussi revu l'établissement des Français dans cette région essentiellement rurale, en insistant sur leur diversité sociale (cultivateurs, nobles et militaires, entrepreneurs en peuplement, socialistes, hommes d'affaires), mais en ne négligeant pas non plus les citadins et le rôle de Saint-Boniface comme métropole régionale francophone (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 270-285). Nous avons également fait œuvre de pionniers en analysant l'enchevêtrement des réseaux tissés par les immigrants français (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 285-287). Pour la très grande majorité, le catholicisme était partie prenante de leur identité et de leur vie. Nous avons donc consacré plusieurs pages à l'encadrement clérical et nous sommes les premiers à évaluer les effectifs français au sein du clergé, en tenant compte de leur répartition géographique, en identifiant les nouvelles congrégations qui immigrèrent dans la Prairie et en nous attardant à la région de la Montagne Pembina, au Manitoba, où régnaient les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception et les chanoinesses régulières des Cinq-Plaies de Notre-Seigneur. Il ne fallait pas non plus négliger les oblats de Marie-Immaculée, missionnaires auprès des Métis et des Amérindiens, et dont bon nombre étaient français (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 285-297).

Beaucoup d'immigrants français, consciemment ou inconsciemment, désiraient transplanter « leur » France dans les plaines de l'Ouest. S'effectuèrent ainsi des transferts à partir de plusieurs régions de l'Hexagone, y compris des transferts politiques, les immigrants transportant avec eux leurs allégeances conservatrices ou républicaines. Celles-ci se manifestaient notamment au sein de diverses associations (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 297-303). Même s'ils désiraient transplanter la France, cela n'empêchait pas les immigrants de s'adapter, plus ou moins rapidement selon les familles et les individus, à la vie canadienne, comme en faisait foi leur taux de naturalisation élevé et leur attrait pour la langue anglaise, ce qui pouvait susciter des conflits avec les membres de l'élite militante canadienne-française. Dans notre analyse de la cohabitation entre les deux groupes, nous avons beaucoup nuancé l'image d'harmonie qui prévaut dans l'historiographie. Certes, leurs relations étaient composées

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

d'accommodements, mais elles étaient aussi faites de conflits. Quant aux rapports des Français avec les Métis, ils étaient teintés d'exotisme et de paternalisme (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 303-320). Nous avons terminé notre synthèse sur les immigrants français de la Prairie par une brève étude de l'impact négatif de la Première Guerre mondiale sur leurs communautés, dont certaines ne se relevèrent jamais (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 321-323).

Si nous avons le sentiment d'avoir contribué de façon marquée au progrès des connaissances sur l'immigration française dans la Prairie, nous sommes néanmoins restés sur notre faim, le genre de la synthèse ne permettant pas, par définition, des recherches poussées sur des sujets spécifiques. Dans plusieurs cas, nous avons dû nous contenter d'émettre des hypothèses ou de poser des questions. Il reste donc énormément de recherches à faire<sup>4</sup>.

### **Des marges délaissées**

Si la Prairie est une destination très largement balisée par les réseaux d'émigration, il n'en est pas de même pour les destinations plus éloignées. Qui sont les émigrants français visiblement isolés qui s'installent dans les marges du Canada, à savoir les provinces dites Maritimes ou la Colombie-Britannique et le Yukon ?

Dans un premier temps, nous avons pu mettre en avant à partir de la lecture suivie des brochures destinées aux émigrants français entre 1880 et 1914, que ces provinces sont délaissées dans la promotion du Canada en France (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 327-330). Les marges sont en effet peu mentionnées comme destination pour les émigrants français. Les auteurs de ces brochures, publiées par le ministère de l'agriculture canadien, font la part belle aux provinces prioritaires sur la Prairie (MARACHE 2012).

Cette présence française « furtive » a été négligée dans l'historiographie des Maritimes ou de la Colombie-Britannique, provinces pour lesquelles il y a fort peu d'études sur les mouvements migratoires durant la période 1870-1914. Sur la question de l'immigration des Français en Colombie-Britannique, aucun travail n'existe sur leur présence ou leur nombre en dehors des écrits pionniers d'Yves Frenette (2008) sur la période précédente (1848-1871), lorsqu'un groupe de colons issus de la ruée vers l'or en Californie, forma une première communauté française à Victoria. Quant aux provinces maritimes, les travaux sont divers et isolés. Pierre et Lise Trépanier (1980) se sont intéressés au premier réseau franco-

---

<sup>4</sup> Sathya Rao (2018, 2019), de l'Université d'Alberta, dirige un programme de recherche stimulant sur l'impact culturel de la présence franco-européenne dans l'Ouest canadien aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

acadien créé par un des amis du Canada en France, Rameau de Saint-Père. Micheline Laliberté (2006) a travaillé sur l'implantation et l'influence des congrégations religieuses françaises en Acadie, notamment celle des pères eudistes. Par ailleurs, nous nous sommes appuyés sur le travail séminal de Guy Laperrière (1996) sur l'émigration des congrégations françaises au Québec, pour nous pencher sur celles qui se sont également implantées dans les Maritimes (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 348-350).

Dans l'ouvrage *Transposer la France*, nous contribuons dans un premier temps à écrire l'histoire de ces provinces, en dressant un portrait des émigrants français (laïcs et religieux) qui se sont dirigés vers ces marges (PÂQUET 2012 ; LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 330-350, 354-364). Notre première percée historiographique est d'abord une mesure des effectifs français grâce au dépouillement des manuscrits des recensements décennaux pour chaque province. Nous avons mesuré le nombre de colons nés en France et leur localisation par district. Ce travail nous a permis d'observer que sur la période 1881-1921, il y avait une légère évolution du très faible nombre d'immigrants vers ces provinces, correspondant au pic migratoire observé par ailleurs au départ de la France vers le Canada (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 352-354, 366-370). Ce pic est plus visible dans la dernière décennie 1911-1921, dans la province de Nouvelle-Ecosse, en raison de l'arrivée d'un contingent de mineurs français embauchés dans les mines de charbon du Cap-Breton (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 343-348).

L'analyse systématique des recensements, dont certains sont malheureusement parcellaires, confirme que seule une petite minorité de Français immigre vers les Maritimes ou la Colombie-Britannique au cours de la période étudiée. Le suivi de l'ensemble des émigrants présents sur ces cinq recensements (soit entre cent et trois cents individus à chaque fois), permet également de voir l'évolution de la situation professionnelle des hommes, souvent célibataires, et de suivre leur migration interne au sein de la province lorsqu'ils y demeurent ou s'y marient, ou de constater leur départ entre deux recensements.

Nous avons ainsi démontré qu'il n'existe pas de chaînes migratoires vers ces provinces, à l'exception de quelques rapprochements entre colons français, une fois sur place, autour de congrégations religieuses françaises en exil ou d'une mission oblate. Le réseau peut être déjà connu avant le départ ou bien comme c'est le cas en Colombie-Britannique, c'est la mission tenue par un prêtre français qui attire quelques colons français (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 360-363). Dans le cas des Maritimes, ce sont les religieux en exil qui dominent les recensements à partir de 1911, frères et sœurs, engagés au Canada dans des missions d'enseignement en Acadie par exemple.

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

La plupart des émigrants français non-religieux qui gravitent vers les marges ne semblent pas avoir été aidés dans la préparation de leur émigration au départ de la France. Mais ils semblent néanmoins se diriger vers des destinations dont ils ont entendu parler, via la presse, ou par des personnes de leur village ayant déjà émigré. C'est semble-t-il notamment le cas de ceux qui se dirigent vers les « centres urbains » (Halifax ou Vancouver) pour travailler dans le commerce ou l'artisanat au début du XX<sup>e</sup> siècle. (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 364-366) Ces centres attirent des artisans, bien qu'en faible nombre. L'attractivité économique de ces régions côtières, souvent industrialisées, semble être un facteur de départ pour plusieurs familles issues de régions industrielles en France, car on note une arrivée de mineurs dans les mines de charbon de l'île de Vancouver ou au Cap-Breton dans les années 1905-1914, mais nous n'avons pas pu repérer de chaîne migratoire dans ces exemples.

Dans le cas des marges, nous avons démontré qu'elles attirent des immigrants qui sont plutôt mobiles géographiquement et professionnellement, mais dont la pérennité dans ces provinces reste mince. Il apparaît également que ces provinces dominées par des anglophones ne facilitent pas l'intégration de Français parlant peu l'anglais. Au contraire, ce contexte linguistique les oblige à se fondre à la masse anglophone au bout de quelques années (anglicisation du prénom, voire du nom de famille, mariage avec une anglophone, voire changement de religion). Aucune communauté française n'est particulièrement repérable dans ces provinces (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 384-385).

Pour conclure, notre dernière percée historiographique porte sur le retour des émigrants français en France au moment de l'appel aux armes (LE JEUNE 2018). Nous avons montré que contrairement aux estimations qui circulaient dans les ouvrages, les Français ont regagné la France rapidement et relativement massivement en août et septembre 1914 (LINTEAU, FRENETTE, LE JEUNE 2017, 52-54, 137-139, 321-322)

### **Conclusion**

Ainsi, grâce aux recherches des dernières années, l'historiographie a fait des bonds importants et nous pensons y avoir contribué de façon significative. Nous connaissons beaucoup mieux les contours de ce mouvement migratoire et des personnes qui y ont participé. Il faudrait d'ailleurs parler de mouvements migratoires tant sont marquées les différences non seulement entre les régions d'accueil au Canada, mais aussi entre citadins et ruraux ou entre religieux et civils. L'opposition du gouvernement français à l'émigration est désormais bien

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

documentée, mais nous savons aussi qu'elle s'est heurtée à la résistance d'un réseau solide de recruteurs français, les « Amis du Canada ».

Certaines communautés françaises de la Prairie ainsi que celle de Montréal ont fait l'objet de recherches minutieuses, mais il y en a bien d'autres dont on sait peu de choses et qui attendent leur historien. Il reste aussi beaucoup à faire pour découvrir les destins individuels qui se cachent derrière les phénomènes collectifs : les motivations des migrants, leurs réseaux, leur trajectoire et les résultats de leur migration. Les modalités de leur insertion dans la société d'accueil et leurs rapports avec les autres francophones restent dans beaucoup de cas *terra incognita*.

En s'appuyant sur les acquis de l'historiographie récente, les pistes de recherche demeurent nombreuses. Une équipe de recherche internationale en partenariat, dirigée par Yves Frenette, se prépare d'ailleurs à en ouvrir quelques-unes. Elle amorce en 2019 un programme septennal intitulé « Trois siècles de migrations francophones en Amérique du Nord (1640-1940) », dans lequel la migration des Français occupera une place significative<sup>5</sup>. C'est une histoire à suivre.

### Bibliographie

BALLOUD Simon. 2019. « Les hommes d'église français dans la migration vers le Canada, 1842-1914. » Thèse de doctorat, Université de La Rochelle/Université du Québec à Montréal.

BARBOSA, Rosana et Yves FRENETTE. 2012. « France-Canada-États-Unis-Brésil : Autour d'un groupe de migrants français dans les années 1870. » Dans *Actes du colloque Les immigrants français au Canada à l'époque de la Grande Migration transatlantique (1870-1914)*<sup>6</sup>.

CECILLON, Jack. 2012. « L'immigration française dans le Sud-Ouest ontarien, 1870-1940 : quelques parcours migratoires. » \*

---

<sup>5</sup> Ce programme de recherche a obtenu un appui financier substantiel du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

<sup>6</sup> Les articles suivis de \* sont parus dans *Actes du colloque Les immigrants français au Canada à l'époque de la Grande Migration transatlantique (1870-1914)* dans la revue électronique *e-crini*. Les Actes sont hors ligne depuis 2018. Ils trouveront un nouvel hébergement, en juin 2020, dans la revue *Études Canadiennes/Canadian Studies* à l'adresse suivante : <https://journals.openedition.org/eccs/>

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

CHAMPAGNE, Juliette Marthe. 2003. *De la Bretagne aux plaines de l'Ouest canadien : Lettres d'un défricheur franco-albertain, Alexandre Mahé (1880-1968)*. Québec : Presses de l'Université Laval.

CHOQUETTE, Leslie. 2012. « Un émigrant dauphinois en Alberta : la correspondance de Pierre Gilibert. » \*

COATES, Colin. 2012. « Sylvan Lake, phalériste socialiste français en Alberta, 1906-1908. » \*

COLLEU, Jacqueline. 2012. « La migration des Vendéens vers le Canada (1889-1914). » \*

DESLANDRES, Dominique, John A. DICKINSON et Ollivier HUBERT, dir. 2007. *Les Sulpiciens de Montréal. Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*. Montréal : Fides.

FABRE, Gérard. 2011. « Voir la Prairie mourir dans *Un homme se penche sur son passé* de Maurice Constantin-Weyer ». *Voix et Images XXXVI*, n° 3 (printemps-été) : 65-77.

FAUCHON, André Fauchon et Lise Gaboury-Diallo dir. 1989. *Maurice Constantin-Weyer, lauréat du prix Goncourt 1928*. Numéro spécial des *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest I*, n° 1. 1989.

FILOT, Ingrid. 1995. « Les immigrants français à Montréal 1850-1901. Étude des Français présents à Montréal lors du recensement de 1901. » Mémoire de maîtrise Université de Lyon II Lumière.

FOHLEN, Claude. 1990. « Perspectives sur l'immigration française en Amérique ». *Revue Européenne des Migrations Internationales* : 29-43.

FOUCRIER, Annick; 2012. « Les immigrants français aux États-Unis (1870-1914) »\*

FOURNIER, Marcel. 1995. *Les Français au Québec, 1765-1865*. Sillery : Septentrion.

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

FOURNIER, Marcel. 2012a. « La contribution de la Compagnie Nantaise au peuplement francophone de la région du Lac-Mégantic dans les Cantons-de-l'Est au XIX<sup>e</sup> siècle. » \*

FOURNIER, Marcel. 2012b. *La colonie nantaise de Lac-Mégantic. Une implantation française au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle.* Québec : Septentrion.

FRÉMONT, Donatien. 2002. *Les Français dans l'Ouest canadien.* Troisième édition. Saint-Boniface : Éditions du Blé.

FRENETTE, Yves. 2008. « L'apport des immigrants français aux francophonies canadiennes. » *Francophonies d'Amérique* 26 (automne) : 309-330.

FRENETTE, Yves. 2012. « Les migrants français au Canada, 1760-1980: essai de synthèse. » Dans *La migration française aux Amériques : pour un dialogue entre histoire et littérature*, dirigé par Didier Poton, Micéala Symington et Laurent Vidal, 141-171. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

GAGNON, Robert. 2012. « L'impact des immigrants français dans l'enseignement à Montréal, 1880-1914 : le cas de la CÉCM et de Polytechnique. » \*

GARNEAU, Philippe. 2008. « Les relations entre la France et le Canada à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : la revue Paris-Canada (1884-1909). » Mémoire de maîtrise de l'UQAM.

HELOU, Guillaume. 2010. « L'immigration des Français au Canada en 1911, l'exemple des quartiers Sainte-Marie et Papineau, Montréal. » Mémoire de master I, Université de La Rochelle.

HELOU, Guillaume. 2011. « Les enseignants religieux français à Montréal, 1900-1914. » Mémoire de master II, Université de La Rochelle.

HELOU, Guillaume. 2012. « La migration des enseignants religieux français au Québec de 1900 à 1914. » \*

JENNINGS, Eric. 2007. « Colons, colonisés ou émigrés ? Enjeux identitaires de l'émigration depuis Saint-Pierre et Miquelon, 1903-1939. » *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 54, no 4 (octobre-décembre) : 123-132.

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXI  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

KITTEL, Fanny. 2009. « Les immigrants français à Montréal d'après le recensement de 1911. » Mémoire de master I, Université Pierre Mendès France, Grenoble II.

LACROIX, Laurier. 2012. « Les artistes français au Québec et au Canada. » \*

LALIBERTÉ, Micheline. 2006. « Les Acadiens de la Baie Sainte-Marie à la fin du XIXe siècle ou les paradoxes de quelques pratiques culturelles ». *Revue Port-Acadie*, n°10-11-12 : 81-100.

LANDRY Yves, John DICKINSON, Suzy PASLEAU et Claude DESAMA dir. 1985. *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec, XVIIe-XXe siècles*. Louvain-La-Neuve : Académia Erasme.

LAPERRIÈRE, Guy. 1982. « 'Persécution et exil' : la venue au Québec des congrégations françaises, 1900-1914. » *Revue d'histoire de l'Amérique française* 36, n° 3 (décembre) : 389-411.

LAPERRIÈRE, Guy. 1996. *Les congrégations religieuses, De la France au Québec, 1880-1914. Tome 1. Premières bourrasques 1880-1900*. Québec : Presses de l'Université Laval.

LAPERRIÈRE, Guy. 1999. *Les congrégations religieuses, De la France au Québec, 1880-1914. Tome 2. Au plus fort de la tourmente 1901-1904*. Québec : Presses de l'Université Laval.

LAPERRIÈRE, Guy. 2005. *Les congrégations religieuses, De la France au Québec, 1880-1914. Tome 3. Vers des eaux plus calmes 1905-1914*. Québec : Presses de l'Université Laval.

LAPERRIÈRE, Guy. 2012. « Les religieux français au Québec, 1880-1914. » \*

LAPERRIÈRE, Guy. 2013. *Histoire des communautés religieuses au Québec*. Montréal : VLB.

LE BEL, Marie. 2012. « L'Ontario et les migrants en provenance de France au moment de la Grande Migration transatlantique : portraits (1870-1914). » \*

LE BIHAN, Jean. 1997. « Enquête sur une famille bretonne émigrée au Canada (1903-1920) ». *Prairie Forum XXII*, n° 1 : 73-101.



PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

LE BIHAN, Jean. 1998. « L'émigration vers le Canada au début du XXe siècle : Le témoignage de la jeune Scaëroise Maguerite Carduner (1893-1963). » *Bulletin de la Société archéologique du Finistère* CXXVII : 351-360.

LE JEUNE, Françoise. 2012. « Migration française vers la Colombie Britannique (1870-1914), une présence furtive. » \*

LE JEUNE, Françoise. 2016. « Français du Canada au combat dans les unités françaises. » Dans *Le Canada et la France dans la Grande Guerre*, dirigé par Serge Bernier et Serge Joyal, 193-226. Montréal : Art Global.

LÉONARD, Carol. 1990. « “La Rolanderie” : domaine d'aristocrates aventuriers ou utopie de catholiques sociaux? », dans *L'Ouest canadien et l'Amérique française*, dirigé par Pierre-Yves Mocquais, 107-131. Régina : Centre d'études bilingues, Université de Régina.

LINTEAU, Paul-André. 2008. « Quatre siècles d'immigration française au Canada et au Québec. » Dans *France-Canada-Québec. 400 ans de relations d'exception*, dirigé par Serge Joyal et Paul-André Linteau, 165-181. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

LINTEAU, Paul-André. 2012. « Les hommes d'affaires français à Montréal, 1870-1914. » \*

LINTEAU, Paul André. 2013. « Les immigrants français à Montréal, agents de transferts culturels (1870-1914). » Dans *Les échanges culturels internationaux. France, Brésil, Canada-Québec (XIXe-XXe siècles)*, dirigé par Guy Martinière et Éric Monteiro, 239-245. Paris : Les Indes savantes.

LINTEAU, Paul-André, Yves FRENETTE et Françoise LE JEUNE. 2017. *Transposer la France. L'immigration française au Canada (1870-1914)*. Montréal : Boréal.

MACKENZIE, Nadine. 2014. *Du sang bleu dans l'ouest du Canada*. Régina : La Nouvelle Plume.

MARACHE, Corinne. 2012. « « Vendre » le Canada – La promotion du Canada en France dans les années 1870-1914; » \*

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXE  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

MARNOT, Bruno. 2012. « Le cadre réglementaire et le mouvement de l'émigration vers les Canada à partir de deux sources officielles. » \*

MARTINETTI, Brice. 2012. « Contre l'immigration française au Canada ? L'alliance du Consulat général et de la Chambre de commerce française à Montréal (1893-1914). » \*

MARTINETTI, Brice, 2013. « Un commerce insignifiant ? Les marchandises françaises exportées au Canada entre 1870 et 1914. » *Revue d'histoire de l'Amérique française* 66, n° 3-4 (hiver-printemps) :307-337.

MORCOS, Camila et Gilles CADRIN dir. 1999. *Visages de Georges Bugnet*. Numéro spécial des *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest* XI, n<sup>os</sup> 1-2.

OLSON, Sherry. 2012. « À la ville, à la scène, l'impact fondateur des immigrants français. » \*

PÂQUET, Martin. 2012. « Les immigrants français en Acadie et dans le Golfe du Saint-Laurent, 1870-1914. » \*

PASTOR, José Manuel Azcona. 2003. *Possible Paradises, Basque Emigration to Latin America*. Reno : University of Nevada Press.

PÉNISSON, Bernard. 1980. « Le commissariat canadien à Paris, 1880-1928. » *Revue d'Histoire de l'Amérique française* 34, n° 3 : 357-376

PÉNISSON, Bernard. 1985. « L'émigration française au Canada (1882-1929). » Dans *L'émigration française. Études de cas. Algérie—Canada—États-Unis*, 51-106. Paris : Publications de la Sorbonne.

PÉNISSON, Bernard. 1986. « Un siècle d'immigration française au Canada (1881-1980). » *Revue européenne des migrations internationales* 2, n° 2 (novembre) : 111-125.

PLEAU, Marcel. 1985. *Histoire de l'Union française, 1886-1945*. Montréal : L'Union française.

PORTES, Jacques. 2010. « Un consulat en demi-teinte à ses débuts au XIX<sup>e</sup> siècle ». Dans *150 ans de relations France-Québec. Le Consulat général de France à Québec (1859-2009)*, 7-16. Québec : Multimondes.

PAUL-ANDRÉ LINTEAU, YVES FRENETTE ET FRANÇOISE LE JEUNE

POTON, Didier. 2012. « La Chambre de Commerce Française de Montréal : promouvoir les échanges économiques entre la France et le Canada. » \*

POTON, Didier, Micéala SYMINGTON et Laurent VIDAL, dir. 2012. *Les migrations européennes aux Amériques*. Collection « Enquêtes et Documents ». Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

POUSSOU, Jean-Pierre. 1985. « Les chemins de la migration ». Dans *Les chemins de la migration en Belgique et au Québec, XVIIe-XXe siècles*, dirigé par Yves Landry, John Dickinson, Suzy Pasleau et Claude Desama, 9-37. Louvain-La-Neuve : Académia Erasme.

PYÉE, Audrey. 2005. « La terre promise. Migration de France vers Notre-Dame-de-Lourdes et Saint-Claude, Manitoba, 1890-1914. » Thèse de doctorat (histoire). Université York.

PYÉE, Audrey. 2012. « Les migrations françaises vers les Prairies canadiennes, 1870-1914. » \*

RAMIREZ, Bruno. 2012. « La Grande Migration transatlantique (1870-1914) : le point sur les recherches. » \*

RAO, Sathya. 2018. *La présence franco-européenne dans l'Ouest canadien. Histoires de colons belges, français et suisses à l'aube du XXe siècle*. Collection Études Canadiennes. Bruxelles : Peter Lang.

ROY, Fernande. 2012. « Les journalistes d'origine française au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle. » \*

SAVARD, Pierre. 1970. *Le Consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*. Québec : Presses de l'Université Laval.

SIMARD, Sylvain. 1987. *Mythe et reflet de la France. L'image du Canada en France : 1850-1914*. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa.

TRÉPANIÉ, Pierre et Lise. 1980. « Rameau de Saint-Père et l'histoire de la colonisation française en Amérique. » *Acadiensis* IX, n°2 : 40-55.

L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION FRANÇAISE AU CANADA AU DÉBUT DU XXI  
SIÈCLE : BILAN ET PERSPECTIVES

VILLERBU, Tangi. 2007. « Une histoire culturelle du missionnaire : Julien Moulin, du diocèse de Rennes au Nord-Ouest canadien, 1830-1878 ». *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest* CXIV, n° 3 : 7-34.

VOISINE, Nive. 1987. *Les frères des écoles chrétiennes au Canada. I. La conquête de l'Amérique, 1837-1880*. Sainte-Foy : Anne Sigier.

VOISINE, Nive. 1991. *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada. II. Une ère de prospérité, 1880-1946*. Sainte-Foy : Anne Sigier.

WEIL, François. 2000. « Intégration au national et migration aux Amériques. Réflexions sur l'exemple français ». Dans *La Politisation des campagnes au XIXème siècle. France, Espagne, Italie et Portugal*, 197-206. Rome : École Française de Rome.

WEIL, François et Nancy GREEN, dir. 2006. *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*. Paris : EHESS.

YON, Armand. 1975. *Le Canada français vu de France (1830-1914)*, Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval.